

Sommet de l'UPM



# Questions aux

**1** De quelle manière est perçu, dans votre pays, le projet «Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée», à la fois par l'opinion publique et par les autorités officielles ?

**2** Considérez-vous que ce projet est en mesure, véritablement, d'apporter du nouveau à la problématique et aux méthodes envisagées lors des initiatives similaires précédentes, notamment le processus de Barcelone ?

**3** L'Union pour la Méditerranée sera, fatalement, confrontée aux conflits qui essaient dans la région, conflit du Sahara occidental, conflit de

Chypre, conflit israélo-palestinien. L'Union doit-elle aborder ces conflits ou, plutôt, les contourner ?

**4** Quels sont les chantiers majeurs que peut ouvrir le projet «l'Union pour la Méditerranée» ? Quelles mesures de sauvegarde envisager pour s'assurer que la démarche profite équitablement à toutes les parties au projet ?

**5** Dans le même esprit, quelles sont les conditions à réunir pour garantir une équité parfaite dans la gestion institutionnelle de l'Union pour la Méditerranée ?

**KHALIFA CHATER (\*) :**

## «Réhabiliter les acteurs du Sud»

**Réponse 1 :** L'opinion publique et les autorités ont bien accueilli le projet. On souhaite que ce projet réponde aux enjeux et aux défis de l'aire par la constitution d'une communauté fondée sur la paix, la solidarité et la prospérité. Une participation active aux instances préparatoires et à la réunion du 13 juillet permettrait, je l'espère, l'appropriation collective du projet et son enrichissement, par la prise en compte des priorités des pays sud-méditerranéens. Il s'agit de construire le compromis fondateur, condition sine qua non de sa réussite.

Pour la jeunesse tunisienne, la réalisation d'un tel partenariat et l'ouverture de l'horizon qu'il implique semblent répondre aux attentes. Rêve ou utopie, elle met en avant la nécessité de la libre circulation des personnes et la suppression du mur méditerranéen.

**Réponse 2 :** Le projet se fonde sur une appréciation lucide des résultats modestes du processus de Barcelone, de l'abandon de son approche multilatérale dans «la politique de voisinage» et de l'occultation des dimensions socioéconomiques, géopolitiques et culturelles du partenariat. Ce diagnostic originel, qui réhabilite les partenaires du Sud et évoque, en conséquence, une redynamisation des processus de solidarité, a suscité de l'intérêt et de l'enthousiasme. La définition collective des enjeux et des objectifs au cours



Photos : DR

d'un sommet fondateur, — un postulat faisant valoir la multipolarité — doit prendre en compte les exigences citoyennes de tous. Espérons cependant que les concessions de la genèse : recherche coûte que coûte du compromis, élargissement du périmètre, exclusion des questions d'actualité, ne réduisent pas les enjeux et les ambitions de ce projet historique. Sachons garantir cette mue du rêve en réalité, fut-elle le résultat d'un processus progressif.

**Réponse 3 :** On ne peut occulte la donne politique dans un pro-

jet de cette envergure. Comment créer une communauté de prospérité, de coopération et de solidarité sans assurer un climat de paix. Il faudrait peut-être inaugurer la mise sur pied de ce processus par la création, dans le cadre de ce partenariat, d'un comité ad hoc pour faire valoir des solutions aux conflits et différends, traiter les questions graves de l'aire telles que la question palestinienne. Faut-il négliger cette conditionnalité de la réussite ?

**Réponse 4 :** L'élargissement du projet — il rassemblerait désor-

mais 44 pays riverains de la Méditerranée et de l'Adriatique — peut assurer la réussite du processus. Il permettrait à l'Union européenne de le doter d'importants financements communautaires, tout en sauvegardant sa direction paritaire Nord/Sud. Notons cependant que l'Union européenne fait défection, en matière de financement.

«Les projets régionaux ne peuvent être mis en œuvre au détriment de nos budgets existants», a insisté la commissaire de l'UE, souhaitant privilégier le recours à des fonds privés, des fonds d'Etats, membres ou non de l'Union, ou encore aux institutions financières internationales. Les partisans d'un plan Marshal européen, dans le cadre d'une solidarité communautaire ne peuvent qu'être déçus.

D'autre part, la formulation des projets phares de l'UPM, par l'UE : Autoroute du Maghreb, dépollution de la Méditerranée, développement de l'énergie solaire, coopération en matière de protection civile contre les catastrophes montre l'intérêt qu'elle porte au projet. Mais n'aurait-il pas fallu associer les pays sud-méditerranéens à la formulation des projets prioritaires ? Notons d'autre part, que ces projets n'ont pas l'ambition de participer au traitement de la question préoccupante de l'emploi, à la fracture socioéconomique méditerranéenne, à l'échange inégal et qu'ils

occultent toute politique de codéveloppement.

**Réponse 5 :** La définition des projets génériques de l'UPM et la velléité de remise en cause du siège dans un pays du Sud, par l'installation parallèle d'un «comité de direction», basé à Bruxelles, attestent une volonté de l'UE de sauvegarder sa prédominance dans les mécanismes de prise de décision et de gestion.

Il faut tirer les enseignements de l'expérience de Barcelone, réhabiliter les acteurs du Sud, faire valoir les normes d'une collégialité réelle, pour assurer les conditions de réussite du compromis fondateur de l'Union pour la Méditerranée. Ne serait-il pas plus conforme à l'esprit de ce partenariat nouveau, de présenter les vues de l'UE comme des propositions et non des décisions et reformuler les termes de références en tenant compte des attentes des pays sud-méditerranéens ? A plus ou moins longs termes, il faudrait réaliser la mutation progressive de l'UPM d'une union de projets à un projet d'union.

M. C. M.

**\* Professeur émérite d'histoire contemporaine à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, Khalifa Chater est vice-président de l'Association tunisienne des études internationales.**

**CHÉRIF CHOUBACHY (\*) :**

## «Les conflits seront éludés»

**Réponse 1 :** L'Union pour la Méditerranée est perçue positivement au niveau officiel qui juge que l'entente avec l'Europe est une priorité. Le fait que l'Égypte sera coprésidente pendant deux ans est encourageant.

Au niveau de l'opinion publique, quelques nuances s'imposent. Comment traiter avec Israël au sein de cette union alors qu'il continue sa politique agressive à l'égard du peuple palestinien. En outre, cette Union sera-t-elle profitable à l'Égypte sur le plan économique ou bien les Européens vont-ils tirer les plus grands profits.

**Réponse 2 :** Le processus de Barcelone a échoué malgré certains acquis mineurs. La formule actuelle est vague et élastique car elle veut mettre à l'écart les raisons de l'échec de Barcelone. Je ne vois pas de nouveau ni dans la vision ni dans la conception.

**Réponse 3 :** Suivant la formule européenne, les conflits seront éludés. La conception européenne est qu'il est nécessaire pour les Arabes de normaliser avec Israël pour



faire avancer le processus. La vision arabe, à l'opposé, est que la paix est la meilleure garantie de succès au projet d'union. Même opposition de vues à l'égard du Sahara et de Chypre.

**Réponse 4 :** Le problème est qu'il existe un grand flou au sujet des financements des projets. Gouvernemental, privé ou mixte. Des projets séparés ne sont pas à mon avis la solution idéale. Il est très difficile d'assurer un profit mutuel équitable étant donné la différence de potentiel des deux côtés de la Méditerranée. Les Arabes devraient peser de tout leur poids en oubliant leurs conflits d'intérêt.

**Réponse 5 :** Le lancement du processus n'est pas de bon augure à ce sujet. Tous les documents ont été mis au point à Paris et à Bruxelles et les Arabes n'ont pas eu leur mot à dire. Le déséquilibre entre les deux parties donnera toujours un avantage au Nord. Les Arabes devront unir leurs efforts pour avoir voix au chapitre et ne pas subir le diktat des Européens. Il est d'ailleurs dans l'intérêt de l'Union d'avoir des relations équilibrées.

M. C. M.

**\* Précédemment vice-ministre égyptien de la culture chargé des affaires extérieures, ancien directeur d'Al-Ahram à Paris, Chérif Choubachy est écrivain et journaliste.**



# experts arabes

**RACHID EL HOUDAÏGUI (\*) :**

## «Nous serons à Paris en ordre dispersé»

**Réponse 1 :** Tout le monde s'accorde aujourd'hui que la force de l'UPM réside, d'une part, dans la consolidation des acquis du processus de Barcelone et de la PEV et d'autre part, dans la démarche concrète et ciblée qu'elle entend adopter dans le choix et la réalisation des projets. Beaucoup de partenaires insistent sur le fait que l'UPM ne doit en aucun cas remettre en cause les acquis de leur relation bilatérale avec l'UE : le Maroc par exemple a exprimé sa volonté de s'associer à ce projet en rappelant que cela n'altère pas les négociations avec l'UE pour le «statut avancé». Cet engagement est dépourvu de tout opportunisme géopolitique, il fait partie des constantes de la politique étrangère du Maroc faisant de la Méditerranée un espace de convergence des bonnes volontés. Le Maroc tient conjointement à la concertation entre les dirigeants maghrébins et arabes pour dégager une position commune autour de l'Union pour la Méditerranée. Le soutien au projet est supporté par la société civile comme le démontre la participation des associations, des établissements universitaires et des centres de recherche au processus d'appropration du projet par le citoyen marocain.

**Réponse 2 :** Pour l'instant, le seul succès à mettre à l'acquis du projet UPM est qu'il a permis de relancer le débat et à recentrer l'agenda de l'Union européenne sur la Méditerranée. Nous assistons depuis des mois à un débat contradictoire, riche et révélateur d'un espace où se mêlent le rêve et la réalité, la conviction et l'incertitude. Parallèlement, la Commission européenne a vite réagi en s'appropriant le projet sous l'appellation : Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée, toute en acceptant qu'il soit doté de structures (présidence bicéphale, secrétariat) et d'une démarche régionale axée sur des projets concrets de codéveloppement et d'infrastructures. Il me paraît prématuré de se prononcer sur l'apport supposé bénéfique de l'UPM car nous sommes encore au stade des déclarations d'intention et de l'appropriation de l'idée du moins du côté sud de la Méditerranée. A ce propos on regrette encore une fois les embrouillements qui caractérisent les entretiens des pays arabes de la Méditerranée ; entre la déclaration du Caire relativement favorable à une position commune sur l'UPM et le rejet en bloc du projet par le chef de l'Etat libyen, M. Kadhafi, au sommet de Tripoli, la troisième voie sera celle de l'action unilatérale et égoïste ; nous arriverons donc à Paris en ordre dispersé avec un argumentaire obsolète dépourvu de sens politique face à une Europe confiante et forte malgré le couac irlandais Cela étant dit la valeur ajoutée de l'UPM serait acquise si seulement si les architectes dudit projet insèrent dans leur schéma de travail les trois réalités suivantes : les partenaires devraient s'engager à dépasser les enjeux géopolitiques à géométrie variables qui façonnent la Méditerranée afin d'asseoir un véritable modèle de management multilatéral pour la concrétisation des projets d'envergure régionales ; l'Union européenne, notamment la Commission européenne, serait amenée à trouver rapidement un arrangement institutionnel efficace entre les structures qui gèrent l'Euromed et les instances autonomes de l'UPM ; l'UPM doit se doter d'instruments de travail transparents et de mécanismes financiers fluides.

**Réponse 3 :** Permettez-moi tout d'abord de souligner que l'affaire du Sahara occidental ne constitue en aucun cas un facteur de blocage des relations Euromed ; jamais un pays n'a conditionné sa participation à tel ou tel programme régional au règlement de cette affaire. Pourquoi ? d'une part, cette affaire relève d'un processus onusien de règlement des conflits qui est en cours à travers les négociations de Manhasset, d'autre part, cette affaire est en quelque sorte l'arbre qui cache la forêt, c'est-à-



dire le révélateur d'une rivalité algéro-marocaine dont l'enjeu et le contrôle stratégique du Maghreb. Or, nous savons tous que ni l'un ni l'autre n'ont les moyens et les capacités pour jouer au maître de la région particulièrement à un moment où les contraintes de la mondialisation et les projets géopolitiques européens et américains pour la région exigent de nous une veille stratégique commune et une réponse concertée. Par contre, le conflit israélo-arabe continuera à structurer les relations Euromed et à façonner nos perceptions mutuelles. Nos amis européens devraient comprendre que la cause palestinienne fait partie de nos fondamentaux et que l'opinion publique arabe n'acceptera pas que la participation aux projets soit un raccourci pour la normalisation avec Israël.

De toute façon l'UPM ne devrait pas avoir des prétentions démesurées. Je veux dire par là qu'il faut éviter de répéter les erreurs d'appréciation du processus de Barcelone et prétendre par exemple que l'UPM pourrait résoudre le conflit israélo-arabe ; la déclaration de Barcelone a été adoptée au lendemain des accords d'Oslo qui ont lancé une dynamique de paix, stoppée par les contradictions du comportement israélien après l'assassinat d'Isaak Rabin. Aujourd'hui la situation s'est tellement détériorée que les opinions publiques désespérées et déçues ne sont plus en mesure d'accepter des solutions de compromis.

Que faut-il faire, alors ? A mon avis, l'UPM devrait adopter une méthode de travail qui contournerait ce conflit sans pour autant exclure les acteurs directs de la crise. Je prendrai le risque de proposer la fragmentation ou segmentation des champs d'action de l'UPM comme piste de réflexion. Dans cette perspective l'UPM se dotera d'un programme indicatif régional unique qui se déclinera en plans d'actions thématiques et identiques répartis entre deux espaces : la Méditerranée occidentale (UPM+UMA) et la Méditerranée orientale (d'une part UPM + Israël et d'autre part UPM + la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Autorité palestinienne et l'Égypte). Il est vrai que ces deux sous-régions partagent les mêmes besoins et insuffisances sauf que certains problèmes n'ont pas la même nature, la même forme ou la même intensité selon qu'on est au Maghreb ou au Proche-Orient : la question de l'eau par exemple se pose au Maghreb dans sa relation avec la sécheresse donc avec la rareté et la généralisation de la distribution alors qu'au Proche-Orient, cette question se pose particulièrement en termes de partage des ressources hydriques transfrontalières. Un facteur de risque d'instabilité de plus dans une région déjà sous tension géopolitique.

**Réponse 4 :** Parmi les projets privilégiés qui ont été mis en avant par les initiateurs de l'UPM, on cite la dépollution de la Méditerranée à l'horizon 2020, la gouvernance économique, la mise en place d'une autoroute maritime. La construction d'un espace scientifique méditerranéen pour mettre en réseau les pôles d'excellence, la réalisation d'une autoroute transmaghrébine ainsi que des projets agricoles sont également au programme. Mais faut-il souligner que la plupart de ces projets existent déjà sous

forme de programme Euromed : dans le domaine de l'environnement, il existe un programme appelé SMAP en plus la Commission européenne a dévoilé, jeudi 10 avril à Bruxelles, une stratégie destinée à assainir d'ici à 2020 la rive sud de la mer. Ensuite dans le domaine du transport maritime, un programme intitulé «les autoroutes de la mer», destinées à moderniser les liaisons maritimes en Méditerranée, est en cours, alors que la recherche scientifique fait objet de plusieurs programmes de recherche comme par exemple l'Euromesco, la FEMIP, etc. Cela dit, la réalisation de ces projets dans le cadre l'UPM doit prendre comme point de départ les acquis de l'Euromed et s'appuyer sur des moyens financiers conséquents. Mais dans tous les cas, il faudrait prévoir un accord-cadre mentionnant les principes qui guideront la gestion des projets : appropriation commune, identification commune des projets, l'engagement de la responsabilité des États dans la pérennisation des projets indépendamment de la conjoncture géopolitique ; la démarche participative en associant la société civile aussi bien dans l'élaboration des décisions que dans l'accompagnement et la réalisation des projets.

**Réponse 5 :** Les principes que je viens de citer font partie du paquet de mesures à adopter pour garantir la stabilité des futures institutions de l'UPM. Dans le même sens, l'alternance et la représentation géographique équitable devraient être le socle de la légitimité politique et institutionnelle de cette union. L'équipe qui aura la responsabilité de lancer l'UPM devra trouver une réponse adéquate à la question suivante : quelle interaction efficiente entre le cadre institutionnel de l'UPM et les structures du partenariat Euromed. Pour surmonter ce défi et pour assurer les conditions favorables pour sa réussite de cette union, il faudrait à notre avis instituer quatre passerelles entre celle-ci et le volet régional du partenariat Euromed, une sorte de mariage de raison entre l'UPM et l'Euromed :

1- faire glisser dans le giron de l'UPM les réunions ministérielles sectorielles ad hoc selon les priorités sectorielles arrêtées par les partenaires ;

2- Élaborer conjointement un programme indicatif régional unique pour éviter le chevauchement des programmes ;

3- faire glisser dans le giron de l'UPM les programmes déjà existants qui relèvent des volets développement durable et échanges dans le domaine social et humain laissant à l'Euromed le volet sécuritaire et la macroéconomie ;

4- transmettre à l'UPM le volet financier régional de l'IEVP à condition bien sûr de revoir à la hausse le budget consacré à ces programmes, qui est aujourd'hui d'environ 330 millions d'Euros ;

5- faire du principe de cofinancement un levier de la participation de la rive sud à la mobilisation des fonds y compris en monnaie locale à travers l'utilisation des instruments financiers modernes (bourses, capital risque...).

Pour terminer, beaucoup reste à faire aussi bien sur le plan politique que financier avant le sommet du 13 juillet à Paris. Les bonnes volontés s'activent pour surmonter ces difficultés mais il est peu probable que l'on arrive, à court terme, à une convergence des vues globale et générale.

M. C. M.

\* Rachid El Houdaïgui est professeur-chercheur à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Abdelmalek Essaâdi — Tanger — Maroc. Il est l'auteur d'articles et d'ouvrages consacrés à la politique étrangère et aux instruments de sécurité en Méditerranée. Monsieur El Houdaïgui est directeur de la revue *Paix et sécurité en internationales*.

**SAMIR EL KHADEM (\*) :**

## «L'UPM est l'affaire de tous»



**Réponse 1 :** Le projet «processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée» n'est pas vraiment populaire à l'échelon de la masse, pourtant l'élite que ce soit dans la communauté chrétienne et la communauté musulmane apprécie beaucoup l'UPM, surtout dans le domaine culturel et artistique. Les autorités officielles sont en faveur de ce projet important.

**Réponse 2 :** Oui et sans réserve. Maintenant le rapprochement est différent ; c'est une continuité améliorée du processus de Barcelone ; c'est un projet global et apporte au moins pour nous en Orient des points positifs dans les domaines de la culture, l'art, l'économie, la sécurité, les communications et l'environnement.

**Réponse 3 :** Oui, effectivement ; l'UPM doit aborder ces conflits surtout le conflit arabo-israélien et aider à faciliter l'implémentation d'une solution convenable ; sinon l'UPM aura sa partie orientale mise à l'écart et par conséquent l'UPM sera un circuit brisé qui ne fonctionne pas que dans sa partie occidentale.

**Réponse 4 :** Les chantiers majeurs sont la culture, l'art, l'éducation, la santé, l'économie, la sécurité, les communications, les transports et l'environnement.

Pour réussir il faut être équitable, tolérant et généreux. C'est un projet à deux voies : il faut échanger donner et prendre.

**Réponse 5 :** Il faut faire savoir que l'UPM est l'affaire de tout le monde, donc la participation surtout dans la gestion institutionnelle est équitable ; tous les partisans participent et à pied d'égalité ; il n'y a pas des maîtres et des serviteurs, nous sommes tous des partenaires.

M. C. M.

\* Samir El Khadem, officier de marine libanais, il a assumé différentes responsabilités militaires, dont celle de commandant des forces navales. Admis à la retraite, il anime un think tank libanais dont l'activité est dédiée aux questions stratégiques.